REVUE DE PRESSE

SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE

DU 24 MARS 2015

Charente Libre

Charente: à gauche, la déprime aux sortants

Recueillir plus de 44% des voix et se retrouver en situation inconfortable: c'est le sort réservé depuis dimanche à la majorité départementale. Le premier tour des élections départementales a sanctionné les divisions, mais aussi l'usure qui a frappé certains candidats. Une première depuis 2004.

Des sourires sur les visages des gagnants de dimanche, Jean-François Dauré, Nicole Bonnefoy ou Philippe Bouty. Mais aussi des mines plus fermées. Et même quelques larmes sur les joues de Franck Bonnet. Ambiance en demi-teinte, hier, à la sortie d'une réunion d'entre deux tours de la majorité départementale. Satisfaction d'avoir réuni 44,2% des voix à l'échelle départementale. Traumatisme de voir des historiques vaciller, des candidats éliminés dès le premier tour et de se sentir menacé.

Mauvaise stratégie? Erreur de casting? Cela fait des mois, voire des années, que deux tendances s'affrontent dans la majorité départementale. Pour caricaturer, il y a deux camps, les «classiques» et les «modernes». Ce clivage s'est prolongé dans la préparation de la campagne, dans la préparation ou l'impréparation du programme.

Quelques épisodes sont révélateurs: en octobre, Nicole Bonnefoy avait tiré la sonnette d'alarme, appelant au renouvellement des hommes, des femmes, des idées et des propositions. Accusée de manquer de solidarité et d'esprit d'équipe, elle avait été vertement remise en place au cours d'une réunion houleuse.

Trois mois plus tard, c'est Jean-François Dauré qui tentait de sortir des sentiers rebattus du programme de sa majorité départementale lors d'une réunion de candidats épique, à Champniers. Ironie de ses coéquipiers. Il avait failli claquer la porte. Dimanche, il a été réélu au premier tour. Nicole Bonnefoy a raté la consécration au premier tour d'une voix.

Philippe Bouty, qui appelait régulièrement à l'audace départementale ces dernières années, est en position confortable pour le second tour. *«L'une des leçons de ce premier tour, c'est que les gens attendent un profond renouvellement»*, reconnaît Philippe Bouty, élu pour la première fois au Département en 2011.

Comme Jean-François Dauré (lire CL d'hier), il estime que son équipe a été frappée par un phénomène d'usure. Un peu comme si la génération 1998-2004, celle qui a fait basculer le conseil général, n'avait pas vu les années s'écouler, avait cru aux victoires éternelles. *«En politique, rien est jamais acquis»*, rappelle Nicole Bonnefoy. (...)

Coup d'arrêt pour le pôle commercial de Mérignac

■ En projet depuis quatre ans, le pôle ne sortira peut-être jamais de terre

■ À cause d'un point de droit notifié tardivement

■ Le maire, qui a déjà dépensé 58.000€, est abasourdi.

Les 4.000 m² de terrain achetés par la commune sont toujours en friche. À côté, le chantier de l'Ehpad progresse. Photo J. K.

Julie KOCH
j.koch@charentelibre.fr

Le projet ne répond pas à un besoin de la population, ni à une carence ou à une insuffisance de l'initiative privée». Cette simple phrase, signée de la direction des collectivités locales, met un coup d'arrêt au projet de pôle commercial de Mérignac. Elle interdit l'intervention d'une personne publique - ici la communauté de communes (CDC) de Jarnac - dans le domaine économique.

Le couperet est tombé au début du mois, lors d'une séance du conseil communautaire, alors que le projet est sur les rails depuis 2011. Plus de 8.000€ ont déjà été dépensés pour des études de faisabilité et des plans ont même été dessinés. Jean-Christophe Cor, le maire de Mérignac, est dépité.«*On avait reçu plus de trente plis d'architectes prêts à concevoir le bâtiment, on a tout renvoyé la semaine dernière. Tout était lancé et d'un coup on apprend que ce n'est plus possible ? Depuis le début, l'État ne nous a fait aucune remarque et là on nous enlève la roue du vélo sur le sprint final!*», tonne l'élu, le regard tourné vers la longue bande de terre en friche, censée recevoir le pôle commercial. La commune - qui compte 750 habitants - a déjà déboursé 50.000€ pour acquérir les 4.000m² de foncier nécessaires. «*Ça représente tout de même 10% de notre budget annuel*».

«Un ensemble cohérent»

Un investissement qui ne sera peut-être jamais rentabilisé. L'élu attend de savoir si la commune peut prendre le relais de la CDC pour mener à bien ce projet. «*On nous dit qu'on ne peut pas le faire parce que c'est des commerces privés et qu'il n'y a pas de carence sur la commune, mais c'est justement pour anticiper et éviter une future carence qu'on veut édifier ce pôle!*», s'agace le maire.

L'idée a commencé à germer en 2011, à la demande du boucher, de l'épicier et du boulanger du village, désireux d'avoir des locaux plus modernes, plus spacieux et mieux situés. Une coiffeuse, une esthéticienne et une fleuriste se sont vite greffées au projet. Si certains commerçants ont depuis trouvé d'autres locaux, le noyau dur est toujours intact. D'autant que le futur bâtiment s'insère dans un ensemble piétonnier plus vaste.

«*Il y a l'école pas loin. Un lotissement de vingt lots va se construire juste derrière. La maison médicale est à côté et on va aménager une maison paramédicale avec des infirmières, un art thérapeute et un sophrologue. Tout est réuni pour faire un pôle attractif*», décortique le maire. Il prévoyait aussi d'y aménager une halle ouverte pour le marché. «*C'est un ensemble cohérent, on a tout prévu. La Région et le Département nous avaient même donné le montant des subventions qu'on pourrait avoir!*»

Les commerçants croisent les doigts pour un déblocage

«*On croise les doigts pour que ça puisse se faire*», espère malgré tout Emmanuelle Chauvin. La coiffeuse, installée à Mérignac depuis plus de quatre ans, commence à perdre patience. Elle a aménagé un local en attendant de pouvoir intégrer le pôle. «*Il n'est pas fonctionnel du tout, c'était une habitation avant, il n'est pas aux normes, c'est sombre, je n'ai pas de vitrine. En plus c'est dans un virage, la route est dangereuse.*», décrit-elle. Un étage plus haut, au bout d'un long escalier, le constat est le même pour Lucie Frémont. La jeune esthéticienne vient de s'installer à son compte. «*Ça fait un an et demi que je suis là, ça ne devait être que temporaire. Je ne pourrais pas rester ici très longtemps, il va falloir trouver autre chose*», se désole-t-elle.

Pour le boucher aussi la situation est compliquée; la petite boutique, attenante à son logement, n'est pas sur un axe très passant. À la retraite dans cinq ans, il ne trouvera pas de repreneur sans proposer un local plus moderne.

Face à ces plaintes, le maire Jean-Christophe Cor est bien impuissant. «*C'est l'incertitude totale. J'ai demandé des explications, la situation est bloquée. Si ça traîne encore longtemps, la carence de commerce on va la subir c'est sûr!*»

Grève chez Kuehne+Nagel, prestataire de Verallia à Châteaubernard

Vingt-six des vingt-huit salariés du site et l'ensemble des intérimaires ont débrayé toute la journée hier. Le mouvement pourrait se durcir.

Photo G. B.

Nous ne sommes pas de la marchandise avariée, ni des employés "Kleenex" dont on se sert et que l'on jette selon l'humeur de nos nouveaux dirigeants.» Le ton est donné. Et la grève déclenchée. Hier matin, les salariés de l'entreprise Kuehne+Nagel de Châteaubernard, ex-Onet (1), ont cessé toute activité à 9 heures. *«Une grève suivie par 26 des 28 salariés du site auxquels se sont ajoutés les 7 intérimaires en poste»*, souligne Olivier Magique, délégué syndical CGT au sein cette société prestataire de servicé de l'usine Verallia, en charge du service expédition de verre.

Ce mouvement, déclenché dans le cadre d'une intersyndicale avec Force ouvrière, *«est parti pour durer si on n'obtient pas satisfaction. Cela fait un an que nous sommes sous l'entité Kuehne+Nagel et de jour en jour le climat social se dégrade»*, assure-t-il. Parmi leurs principales revendications, les salariés demandent notamment d'être assistés par des délégués centraux de leur syndicat respectif lors de la prochaine réunion du comité d'établissement, *«trois fois repoussée déjà, dans le but de garantir nos droits, ce qu'on nous refuse alors que l'ordre du jour est important puisqu'il traitera des négociations annuelles obligatoires (NAO) et de l'harmonisation de nos conventions»*, précise Olivier Magique, qui réclame également *«une extension de cette assistance pour toutes les réunions à suivre, et une prime de 200€ brut par salarié pour le professionnalisme dont chacun fait preuve depuis quatre mois en l'absence du directeur du site.»*

Un patron *«victime d'un problème de santé dont on nous accuse insidieusement d'être responsables»*, fulmine le délégué. *«Entre ça, la pression exercée sur les salariés, la mise à pied de l'un d'eux pour des babioles et la volonté du groupe de nous imposer un calendrier de négociations selon ses intérêts, on ne peut plus accepter un tel traitement»*.

Contactée par téléphone, la direction des ressources humaines de Kuehne+Nagel, implantée à Ferrières-en-Brie en Seine-et-Marne, n'a pas souhaité faire de déclaration pour le moment. Elle s'est bornée à envoyer l'un de ses représentants basé à Bordeaux sur le site. Et de joindre aux grévistes, par fax en début d'après-midi, un protocole de fin de conflit dans lequel *«elle accepte juste la présence pour une unique réunion de nos délégués centraux, ce qu'on a refusé»*, conclut Olivier Magique, déterminé à maintenir le piquet de grève.

(1) Prestataire de service dans le retriage de bouteilles, la société Onet avait perdu son contrat de sous-traitance avec Vérallia au profit du groupe Derichebourg en 2012. Elle a été reprise en 2014 par Kuehne+Nagel, groupe allemand parmi les leaders mondiaux de la logistique.

Trois Britanniques à Châteaubernard. Exposition de Janet Reed (huile, acrylique), paysages et fleurs; Jean Thatcher (dessin au fusain), paysages et natures mortes; et Kate Hawkesford (pastel et acrylique), portraits et natures mortes. Ces trois artistes sont britanniques et résident en Charente. Salle d'exposition de la médiathèque, 2, rue de la Commanderie, de 14h à 18h. Entrée gratuite.

■ CHÂTEAUBERNARD

Le Théâtre des Borderies régale Le Castel

La troupe du Théâtre des Borderies, basée à Louzac-Saint-André, a fait le plein vendredi soir à la salle du Castel à Châteaubernard. L'espace de 750 m² était en configuration d'accueil maximum avec 531 spectateurs.

En tête d'affiche et dans le rôle principal, Lilian Jousson, le maire de Louzac, qui justement retrouvait dans la pièce «L'Amour foot» un fauteuil de maire. Une comédie de boulevard signée Robert Lamoureux, dans laquelle pendant 90 minutes, des quiproquos se succèdent, opposant le maire au président du club de football de Saint-Plongée, sur fond de magouilles politiciennes et de calculs électoralistes, où argent, sexe et corruption constituent le fonds de commerce de l'intrigue. Un tableau cocasse de situations ubuesques qui, selon certains spectateurs *«n'a pas pris une ride par rapport à l'actualité qui occupe quotidiennement les médias»*.

Une pièce en cinq actes, mise en scène par Serge Lambert, avec, par ordre alphabétique: Françoise Baudin, Morgan Berger, Annie Boisnier, Cyrille Cotten, Marie-Claude Jardin, Jean-Paul Georgeon, Colette Guné, Jacques Papineau et Nathalie Phippen.

Lilian Jousson et Cyrille Cotten dans «L'Amour foot». Photo CL

La troupe donne rendez-vous au public ce vendredi à 20h30, à Chaniers en Charente-Maritime.

Contact au 05 45 82 18 80.

■ SAINT-SULPICE-DE-COGNAC

Sur les traces de la météorite avec «Vivre en Borderies»

Un groupe de visiteurs attentifs aux explications de Marie-France Iserd. Photo CL

Après la conférence donnée par Marie-France Iserd, intitulée «Histoires cosmiques», devant une auditoire d'une cinquantaine de personnes, portant notamment sur les connaissances actuelles de l'origine de l'univers, la formation de notre système solaire et de notre planète, l'animation s'est prolongée par une visite à Rochechouart, entre Charente et Haute-Vienne.

Dans ce cadre, une visite de l'Espace météorite Paul-Pellas était organisée par l'association «Vivre en Borderies», en présence de Marie-France Iserd qui a présenté le musée riche en informations et en échantillons liés à l'impact de la chute d'une météorite dite «de Rochechouart», astéroïde tombé à cet endroit il y a environ 200 millions d'années.

L'après-midi a été consacré à une visite des différents sites impactés où le sous-sol conserve de nombreuses roches fracturées, fondues, remuées. Ces roches ont été employées pour la construction des monuments gallo-romains comme les thermes de Chassenon ainsi que des babitations et autres monuments situés entre les communes de Rochechouart et Pressignac.

L'astroblème de Rochechouart est la première structure d'impact terrestre à avoir été découverte uniquement par l'observation des effets de choc sur les roches alors qu'aucune structure topographique circulaire n'est repérable. Les visiteurs passionnés, curieux, ont pu découvrir les brèches d'impact de Rochechouart, les brèches de fusion, comme celles de Babaudus, suévite rouge de Montourne, suévite verte de Chassenon, les roches métamorphiques de la carrière de Champagnac et apprécié les informations données tout au long du circuit de visite.

PS: rassembler les dissemblances

Rassemblement de la gauche: le mot d'ordre s'est imposé pour la majorité au lendemain du 1er tour des départementales, marqué par l'élimination de la gauche dans un quart des cantons, pour limiter une déconfiture au second tour.

La *«gauche est éliminée dans 524 cantons»*, sur 2.054 au total, a affirmé Christophe Borgel, responsable des élections au Parti socialiste lundi matin lors d'une conférence de presse. Dans *«256 d'entre eux»*, soit un cas sur deux, *«si la gauche avait été unie, elle aurait pu se maintenir et bien souvent elle aurait été première ou deuxième»*, a-t-il ajouté. Les écologistes et le Front de gauche avaient choisi, dans la plupart des cas, de ne pas faire alliance avec le PS et ses alliés. *«Il n'y a pas eu de rassemblement de la gauche au premier tour comme nous l'attendions»*, avait regretté peu avant sur RTL le Premier ministre Manuel Valls, qui veut *«tourner cette page»* et a appelé au *«rassemblement de toute la gauche, des écologistes, des progressistes autour du candidat de gauche présent au second tour»*.

«Dans 1.200 ou 1.300 cantons, la droite a été unie, la gauche a été unie dans à peine 400 à 430 cantons, la différence est là», a aussi admis Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement.

En dépit de ce constat, il n'y aura

■ En dépit des divergences entre le PS et le reste de la gauche, les socialistes appellent au rassemblement pour le second tour des départementales

■ Objectif: limiter la déroute

pas de réunion nationale des forces de gauche ou de meeting unitaire dans l'entre-deux tours, a indiqué Christophe Borgel. Trop de temps à préparer pour un résultat aléatoire, a-t-il balayé en substance.

Une tournée du premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, est en cours d'élaboration.

Jean-Christophe Cambadélis a déploré sur I-Télé que les partenaires de gauche n'aient pas répondu aux propositions *«mirifiques»* que leur avait fait le PS. *«On leur a proposé un certain nombre de cantons qui allaient au-delà de ce que, mécaniquement, ils auraient pu demander. Ils n'ont pas voulu»*, a regretté le premier secrétaire en exprimant toutefois sa *«satisfaction»* que le PCF, le Front de gauche, EELV, les Radicaux de gauche fassent maintenant *«bloc»*. *«On va voir ce que ça donne au deuxième tour»*, a-t-il ajouté toutefois prudemment.

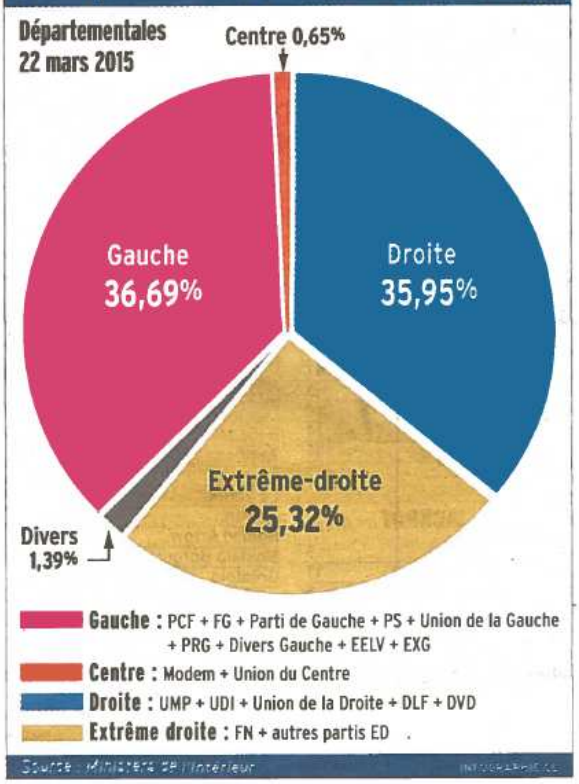
Manuel Valls a repris pour sa part sa campagne, activement menée pour le premier tour, en appelant en Seine-Saint-Denis, un bastion historique de la gauche, au rassemblement. Il a fustigé aussi le *«ni-ni»* prôné par Nicolas Sarkozy, en le qualifiant de *«mortifère»*.

> On leur a fait des propositions mirifiques. Ils n'ont pas voulu

S'ils prétendent avoir *«mieux résisté qu'attendu»*, les socialistes enregistrent toutefois une nouvelle déroute, en arrivant en 3e position avec un peu plus de 21% des voix, selon le ministère de l'Intérieur, derrière l'UMP alliée au centre (29,4%)et le FN (25%).

Quelle stratégie pour cet entre-deux tours? Les socialistes appellent à voter pour un candidat républicain en cas de duels FN-UMP. M. Borgel a aussi appelé l'UMP à se désister dans le Vaucluse au profit de la gauche, comme le PS le fait dans l'Aisne pour l'UMP.

La répartition des voix au 1er tour



Au moins une quinzaine de départements promis à la droite

La droite est bien placée pour prendre à la gauche dimanche prochain au minimum une quinzaine de départements, tandis que le FN a ses chances dans quatre départements, selon l'examen par l'AFP des résultats quasi-définitifs du premier tour des départementales.

Au vu des résultats publiés par le ministère de l'Intérieur, la droite devrait gagner aux dépens de la gauche, au second tour, les départements suivants: Nord, Seine-et-Marne, Pyrénées-Atlantiques, Indre-et-Loire, Ille-et-Vilaine, Territoire de Belfort, Cher, Pyrénées-Orientales, Jura, Lot-et-Garonne, Doubs, Vosges, Eure, Ain.

La droite apparaît en outre largement en mesure de conserver la quarantaine de départements qu'elle détient déjà, sans concéder aucune perte.

Le FN peut ambitionner de remporter la majorité des sièges dans le Vaucluse (où il devrait s'allier à la Ligue du sud au second tour), le Gard, l'Aisne, l'Oise et même le Pas-de-Calais.

La gauche devrait garder une vingtaine de départements au moins. Devraient rester dans son giron, entre autres, l'Ardèche, la Dordogne, l'Hérault, la Gironde. La gauche est aussi bien placée pour conserver la Seine-Saint-Denis, l'un de ses bastions.

Le sort d'une dizaine de départements s'annonce très incertain. Citons la Corrèze, département d'élection de François Hollande, l'Essonne, département de Manuel Valls, les Deux-Sèvres, ex-fief de Ségolène Royal, la Seine-Maritime de Laurent Fabius, pourtant solidement ancrée à gauche depuis des dizaines d'années, le Val-de-Marne et l'Allier, seuls départements encore détenus par le PCF, la Saône-et-Loire, la Charente, le Finistère, le Tarn et la Loire-Atlantique.

220 sièges déjà pourvus

■ 220 sièges ont été pourvus dès le 1er tour au profit de la droite (soit 110 binômes), 56 pour la gauche, 8 pour le Front national et 6 divers.

■ Un 2e tour dans quelque 1.900 cantons: 1.536 duels, 314 triangulaires et même une quadrangulaire, en Haute-Vienne.

■ Le PS et ses alliés ont été éliminés dans 524 cantons. Dans 256 d'entre eux, cette élimination est due à la division de la gauche, selon le PS. La gauche conservera «assurément» une

vingtaine de départements, selon le PS, alors qu'elle en détenait jusqu'alors 61 sur 101.

■ 49,83%: c'est le taux d'abstention au 1er tour, nettement inférieur à celui des européennes de mai 2014 (57,6%) et des cantonales de 2011 (55,7%).

UMP et UDI désunis sur le «ni-ni»

L'UMP et l'UDI ont privilégié hier l'unité, qui leur a permis d'être en tête au premier tour des départementales. Sauf sur le «ni-ni»

Le premier tour des élections départementales marque incontestablement un succès pour le président de l'UMP, Nicolas Sarkozy, dont la stratégie du «ni FN ni PS» continue toutefois de heurter une partie de sa formation politique et l'allié centriste UDI.

Hier au siège de l'UMP, on exprimait de la satisfaction sans faire de triomphalisme, même si la veille au soir, Nicolas Sarkozy l'avait assuré: *«L'alternance est en marche, rien ne l'arrêtera.»*

Une semaine chargée sépare le mouvement d'une victoire quasiment acquise dimanche prochain, ce qui devrait lui permettre de revendiquer le titre disputé au FN de premier parti de France, tout du moins en terme d'élus.

L'ex-chef de l'Etat a programmé pas moins de trois meetings pour convaincre les hésitants à choisir le bulletin UMP/UDI au second tour. Il sera aujourd'hui dans les Hauts-de-Seine, son ancien département où la droite, déjà bien ancrée, sort renforcée du premier tour, demain dans le Nord, assuré de basculer à droite après dix-sept ans de présidence socialiste, et vendredi à Perpignan. Pour compléter une campagne de second tour au pas de charge, M. Sarkozy se rendra également aujourd'hui aux réunions des groupes parlementaires UMP (Assemblée, puis Sénat) après avoir été sur RTL dans la matinée.

Partout où il ira, le président de l'UMP, qui n'a eu de cesse de dénoncer le *«FNPS»*, collusion supposée entre socialistes et frontistes, devrait redire que l'UMP ne votera *«ni pour le Front national avec qui nous n'avons rien à voir, ni pour le Parti socialiste dont nous combattons la politique»*.

Il martèlera une nouvelle fois le «ni-ni», ligne majoritaire à l'UMP, sauf chez certains ténors qui choisissent cependant de ne pas contester ouvertement cette ligne. Nathalie Kosciusko-Morizet, numéro deux de l'UMP, est toujours partisane d-u «ni-ni» mais chacun *«sa conscience»*. Alain Juppé a redit que sa *«priorité»* était de faire barrage au FN, mais il *«respecte»* le ni-ni édicté par son parti.

Visiblement, le maire de Bordeaux, candidat à la primaire pour 2017, et la numéro deux de l'UMP, candidate potentielle, ne veulent pas déclencher les hostilités avec l'ex-chef de l'Etat et probable futur candidat lui aussi, alors que la droite et le centre vont devenir majoritaires dans les départements, prélude à la «reconquête du pouvoir» dans deux ans.

Même état d'esprit du côté de l'UDI. Jean-Christophe Lagarde, qui a rencontré hier après-midi Nicolas Sarkozy, défend le front républicain mais n'en fait pas une ligne de fracture avec l'UMP. *«C'est normal d'avoir des différences, Ce qui compte, c'est de construire des alternances»*, a-t-il expliqué à la presse à l'issue de la rencontre. *«Nos amis de l'UDI ont une position et je la respecte»*, a ajouté M. Sarkozy.

«Pas de leçon à recevoir du PS»

«Nous n'avons pas de leçons à recevoir» du Parti socialiste, ni du *«père la morale»* Manuel Valls pour le second tour des départementales, a déclaré hier le secrétaire général adjoint de l'UMP en charge des élections, Gérald Darmanin.

«Nous n'avons pas de leçons à recevoir de la part de ceux qui risquent de gagner des départements en jouant avec le Front national lors de triangulaires», a-t-il estimé au siège du parti, rappelant que le FN serait présent dans 297 des 314 triangulaires du second tour.

Le député-maire de Tourcoing (Nord) a notamment déploré le maintien du binôme PS à Armentières (Nord), *«un canton historiquement tenu par le Parti socialiste»* mais dans lequel le PS est arrivé troisième, avec 26,9% des voix, derrière les candidats Union de la droite (32,3%) et le binôme Front national (31,5%). Le PS dispose toutefois de réserves de voix du 4e binôme (FG, 9,29%). *«On pourrait avoir un peu d'humilité quand on est le Premier ministre et qu'on s'est autant engagé avec des résultats aussi piètres»*, a-t-il aussi taclé,.

SUD OUEST

La France à l'heure du tripartisme

Trois grands partis ou coalitions se partagent l'électorat de ce premier tour des départementales. Inédit dans notre histoire politique

BRUNO DIVE
RÉDACTION PARISIENNE
b.dive@sudouest.fr

C'est un paysage politique bouleversé, totalement nouveau, que laisse ce premier tour des élections départementales. Un paysage que l'on pourrait résumer par un mot : le tripartisme. Trois grands partis ou coalitions se partagent en effet, à parts plus ou moins égales, la moitié de l'électorat français. Celle qui s'est déplacée dimanche dernier. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder non le résultat national des partis ou des coalitions, qui ne veut pas dire grand-chose, même s'il traduit un climat politique et influencera les semaines à venir, mais la carte électorale des 2 054 cantons.

1 Un tiers seulement de duels droite/gauche

Ce qui était la norme depuis les premières années de la Ve République, à savoir les duels droite/gauche au second tour, est presque devenu l'exception. L'UMP ou ses alliés et le PS ou ses alliés ne s'affronteront que dans à peine plus du tiers des cantons en ballottage (149 ont été pourvus au premier tour). Il y aura à peu près autant de duels – soit 760 – impliquant le FN. Dans deux tiers des cas (500), ce sera avec la droite, dans un tiers (260) avec la gauche. Notons pour l'anecdote – mais elle est révélatrice – qu'un duel opposera dans le Vaucluse le Front national à… un autre candidat d'extrême droite.

2 Le Front national confirme sa percée

Si l'on procède autrement, en comptant les candidats arrivés en tête, la vision du tripartisme s'impose également. La coalition UMP-UDI arrive première dans 829 cantons, la gauche dans 530 cantons, le Front national dans 343 cantons. Même constat en ce qui concerne les éliminations : la gauche est éliminée dans 510 cantons, la droite dans 282, le FN sera présent dans la moitié des cantons en ballotage. Dans 37 % des cantons, il a réussi à expulser l'un des deux grands partis de gouvernement. Non seulement il se renforce dans les régions où il était déjà fort (Provence, Picardie, où il approche souvent les 40 % de voix), mais il perce dans ses anciennes « terres de mission » (Normandie, Bretagne, Sud-Ouest), ce qui en fait aujourd'hui un parti véritablement national.

3 La participation et ses effets

À noter que la participation, plus forte que prévu, provoque l'organisation d'un plus grand nombre de triangulaires qu'attendu. Il pourrait y en avoir 327 (plus une quadrangulaire en Haute-Vienne), autant de cantons où trois candidats ont franchi le seuil de 12,5 % des inscrits.

Mais ce chiffre sera certainement moins élevé ce soir, lorsque la liste des candidats au second tour sera close. Des candidats de gauche ou de droite, selon qu'ils se trouvent en deuxième ou troisième position, vont se retirer là où existe le risque d'élection d'un candidat FN. Ce « front républicain » qui ne dit pas son nom a commencé à se mettre en œuvre dans le Nord et le Pas-de-Calais, deux fiefs socialistes qui devraient basculer à droite dimanche prochain.

4 Un « ni-ni » appliqué au cas par cas

Dans ces départements nordistes, où le FN s'est qualifié dans 38 cantons sur 39 dans le Pas-de-Calais et dans 38 sur 41 dans le Nord, l'UMP, l'UDI et le PS sont convenus de stratégies communes et adaptées à chaque cas particulier, pour faire barrage au Front national. Y compris, pour la droite, en appelant à voter pour la gauche là où se profile un duel FN/PS.

Voilà qui ne devrait pas plaire à Nicolas Sarkozy, qui a réitéré dès dimanche soir la position du « ni-ni ». Un bureau national de l'UMP se réunissait hier soir pour confirmer cette stratégie, arrêtée lors de l'élection législative partielle dans le Doubs, début février. Mais ce choix ne fait pas l'unanimité. Les centristes de l'UDI s'en sont clairement dissociés, appellant au « vote républicain » face au FN. Et au sein même de l'UMP, Alain Juppé a redit hier matin sur son blog que, pour lui, la « priorité » était de faire barrage au FN, même s'il « respecte » la décision de son parti. « Le "ni-ni" n'est pas un dogme », expliquait-il un peu plus tard à une personnalité de l'UMP.

5 La gauche disparaît d'un canton sur quatre

À gauche, ce tripartisme naissant permet aux dirigeants du PS d'appeler à l'unité face au danger FN, tandis que Manuel Valls considère que c'est grâce à lui que le Front national n'est pas le premier parti de France. Mais il est souvent trop tard. Les divisions de la gauche ont entraîné son élimination dans un quart des cantons. Cela, ajouté à un effondrement dans ses anciens bastions (Nord-Pas-de-Calais, Bouches-du-Rhône), devrait se traduire par la perte dimanche prochain d'une vingtaine ou d'une trentaine de départements.

VERBATIM

« Il faut sortir de ce "ni-ni" mortifère. Nous, nous appelons à faire barrage partout au Front national »

Manuel Valls, Premier ministre

« On pourrait avoir un peu d'humilité quand on est Premier ministre et qu'on s'est autant engagé avec des résultats aussi piètres »

Gérald Darmanin, secrétaire général adjoint de l'UMP

« Le FN a siphonné les voix de l'UMP »

Julien Aubert, député UMP du Vaucluse

« Préconiser le "ni-ni" comme le fait Nicolas Sarkozy alors que le FN est à un tel niveau, c'est une faute politique et morale »
Bernard Cazeneuve (PS), ministre de l'Intérieur

« Dans 1 200 ou 1 300 cantons, la droite a été unie ; la gauche a été unie dans à peine 400 à 430 cantons. La différence est là »
Stéphane Le Foll (PS), porte-parole du gouvernement

« La ligne politique de Manuel Valls balkanise la gauche et éloigne les écologistes »

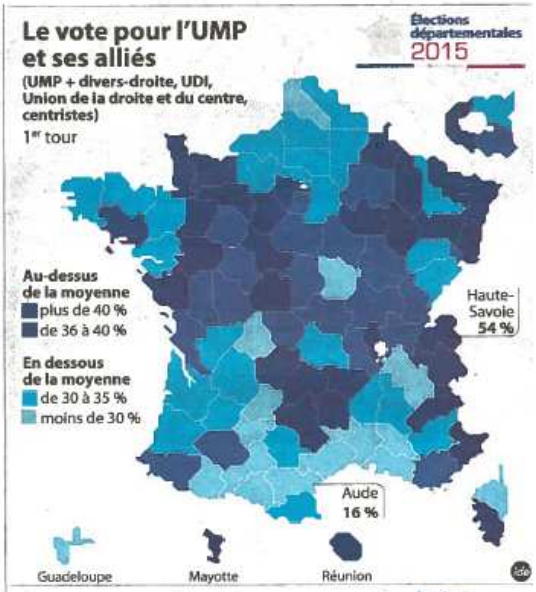
David Cormand, secrétaire national adjoint EELV

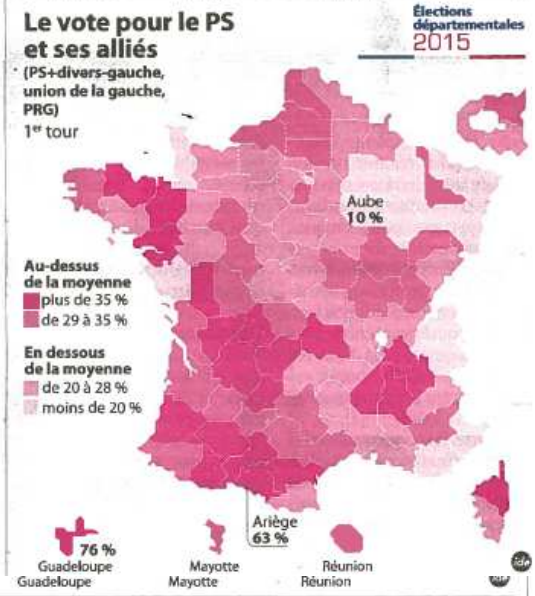
« Les élus de droite et d'extrême droite ont dans leur viseur les services publics et les politiques de solidarité et de progrès social portés par les départements »
Communiqué du Parti communiste

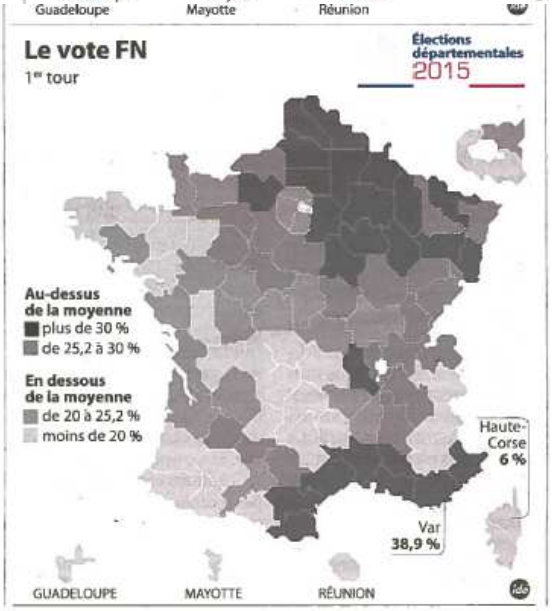
« Nous sommes passés d'un système bipolaire, droite et centre contre PS et Parti communiste ou Front de gauche, à un système tripolaire »
Hervé Morin (UDI)

« Ne crions pas victoire trop tôt. La reconquête, elle est longue, elle est difficile »

Bruno Le Maire (UMP)







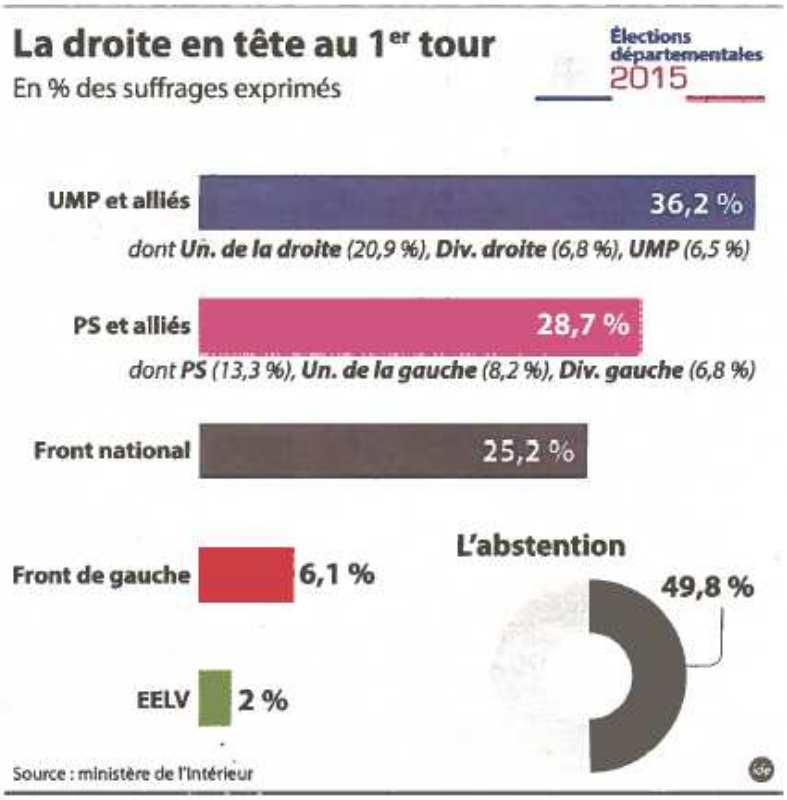
PARTICIPATION

Les Gersois bons élèves

EN FRANCE, le taux moyen de participation dimanche est de 50,17 %.

Les départements où les taux d'abstention sont les plus forts sont la Seine-Saint-Denis (63,18 %), le Val-d'Oise (59,50 %), la Réunion (56,19 %), la Guadeloupe (55,58 %) et le Val-de-Marne (55,56 %). Les départements où les électeurs se sont le plus mobilisés sont la Lozère (66,11 %) et Mayotte (62,95 %).

DANS LE SUD-OUEST, le Gers (60,11 %) et la Dordogne (60,04 %) brillent par leur taux de participation, en se classant respectivement troisième et quatrième du classement national.



LA GAUCHE CHARENTAISE FRAGILISÉE

Sonnée, groggy, pas K-O

Le second round, dimanche, sera très serré. Le FN va jouer les arbitres dans deux triangulaires

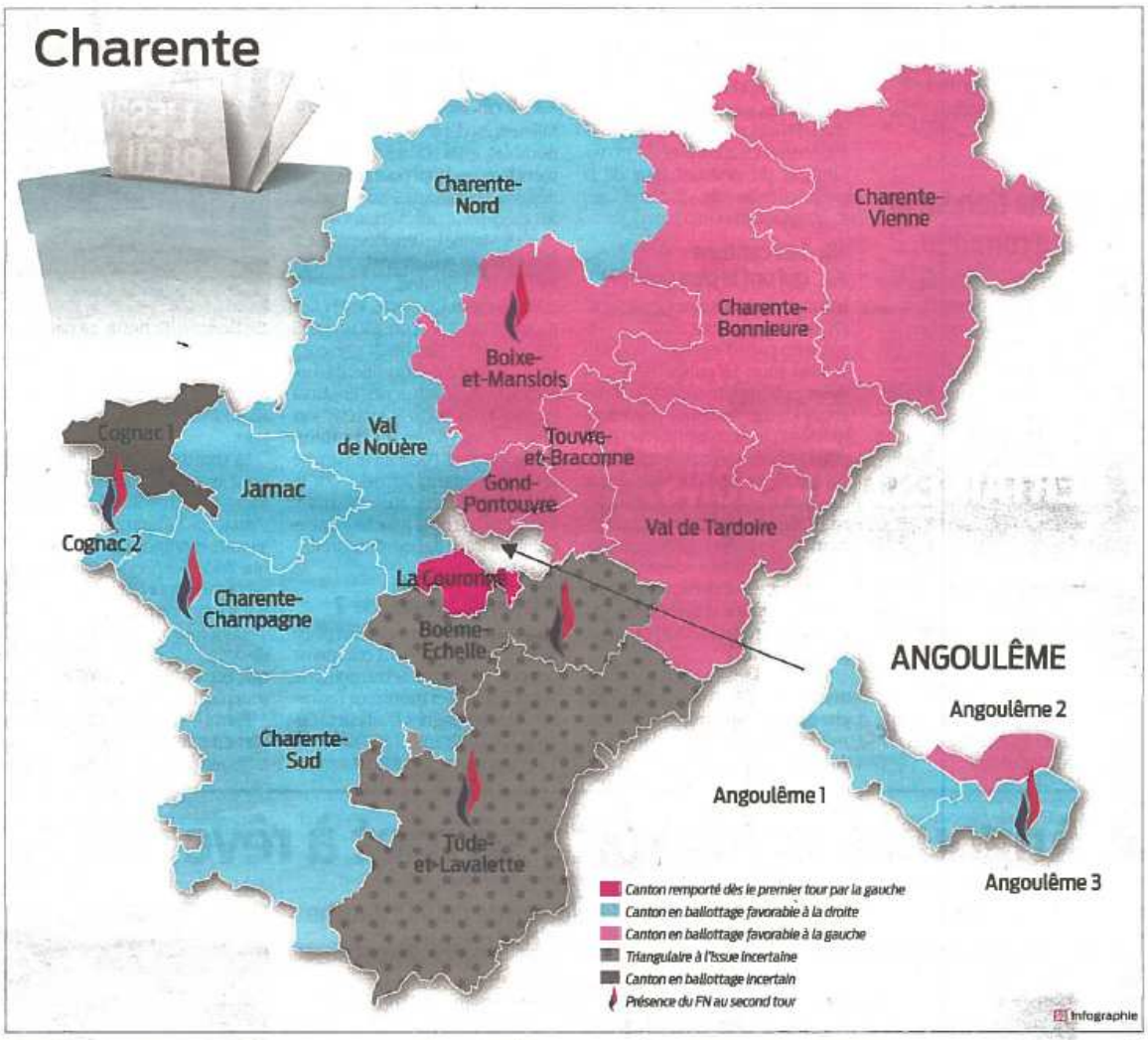
Départementales
Mars 2015

La gauche est à 44,2 %. Le centre et la droite sont à 35,3 %. Le solde au FN et à l'extrême droite, présents au second tour dans six cantons. Dans les états-majors politiques, les calculettes surchauffent. Chez Michel Boutant (PS) comme chez François Bonneau (Divers droite), on a évalué les reports de voix et soupesé les possibles réserves électorales. Quels que soient les calculs, le résultat est le même : le second tour sera très serré.

Les jeux sont faits à La Couronne, où le binôme Dauré-Gaudichaud (Union de la gauche) est élu. À droite, les victoires sont presque acquises à Angoulême 3, Charente-Champagne et Cognac 2. La gauche est tranquille à Boixe-et-Manslois et dans le Val-de-Tardoire. Restent cinq ballottages plutôt favorables à l'équipe Bonneau ; autant chez Boutant. Avec une nuance : à Angoulême 2, le duo Richard-Sardin est bien placé (44,53 %), mais n'a pas de réserve à gauche. Tout se jouera dans le canton de Cognac 1 et dans deux triangulaires à l'issue incertaine (Boëme-Échelle et Tude-Lavalette). Sur le ring, le FN ne l'emportera sans doute pas, mais jouera les arbitres.

Sonnée, groggy, la gauche charentaise a pris une claque mais n'est pas knock-out. Après la déconvenue d'Angoulême 3, où elle tombe seule, par désunion, elle peut se relever. Mais le combat sera très, très difficile.

Olivier Sarazin



24 217 voix pour le FN

ANALYSE Le Front national est présent dans six cantons au second tour. En 2011, seul un candidat avait été qualifié à Hiersac. Quel est le poids du parti en Charente ?

MARIE FAUVEL
m.fauvel@sudouest.fr

Avec six binômes au second tour, l'extrême droite réalise un score historique en Charente. Analyse des résultats du premier tour.

1 Y a-t-il eu une vraie poussée du FN ?

Oui mais... Avec six binômes au second tour, ce premier round des départementales constitue, pour le FN, une vraie victoire. La seule élection locale qui avait vu un candidat du parti de Marine Le Pen à ce niveau en Charente était les dernières cantonales de 2011, à Hiersac.

Toutefois, avec 24 217 voix dimanche, le FN est loin de ses scores des européennes en 2014, avec 26 310 votants, et du premier tour de la présidentielle de 2012 et ses 37 127 sympathisants charentais.

2 Les cantons qui ont le plus voté FN

Les quatre cantons ayant le plus voté FN en Charente ont assuré la présence du parti d'extrême droite au second tour. La palme revient à Boixe-et-Manslois avec 29,33 % des voix. « Ici, cela s'explique par l'effondrement de la droite, analyse la sortante et toujours en lice Nicole Bonnefoy (UG). Le candidat naturel de la droite était Jean-Marc de Lustrac. Ne trouvant pas de femme pour binôme il a jeté l'éponge. Ils ont alors envoyé sa première adjointe à Vars [Bernadette Gardette, NDLR] qui n'est pas connue et un homme [Patrick Bernardeau, NDLR] qui n'est pas du canton. »

Médaille d'argent à Boëme-Echelle avec 28,96 %. Une triangulaire gauche-droite-FN se prépare pour dimanche. L'un des candidats, François Lucas (Union de la droite), pointe du doigt la réforme territoriale. « Le nouveau canton se compose de quatre bouts d'anciens. Il est très hétérogène et les gens ne s'y retrouvent pas. Il n'y a plus de collège ou de gendarmerie. Ce vote FN est un rejet global. »

Cognac 2 complète le podium avec 27,4 % pour le FN. Ici c'est une grosse surprise, le parti avait obtenu 4,60 % des suffrages lors des dernières cantonales en 2008 (lire en page 16). En quatrième position Charente-Champagne, terre de droite, a placé le FN en seconde position avec 27,3 % des voix (lire aussi en page 18).

3 Au second tour avec seulement 17,9 %

Ailleurs, en dépit de scores très honorables, le FN n'atteint pas forcément le second tour pour n'avoir pas dépassé la barre de 12,5 % des inscrits. Par exemple, à Gond-Pontouvre, le parti de Marine Le Pen obtient 25,4 % des voix mais seulement 12,38 % des inscrits. Il est éliminé.

Sur Tude-et-Lavalette, le FN fait moins (23,56 %, 9e score FN sur les 16 cantons où le parti était présent). Mais son binôme se qualifie : il a convaincu 12,56 % des inscrits (lire aussi en page 22). Avec 17,9 %, le FN fait son plus mauvais score sur le canton d'Angoulême 3. Pourtant dimanche ses représentants affronteront la droite républicaine au second tour. Ici, la division de la gauche a clairement fait le jeu de l'extrême droite.

4 Vote de ville ou de campagne ?

Vingt-quatre communes ont placé le FN en tête. Vingt-deux ont moins de 1 000 habitants. Seize moins de 500. Ces chiffres montrent l'adhésion des campagnes. D'ailleurs à Cognac 2, la différence s'est faite dans les villages. Merpins, Saint-Laurent-de-Cognac et Ars ont placé le FN soit en première, soit en deuxième position.

En Boëme-Echelle, ce sera une triangulaire UG-UD-FN.
PHOTO TIFFANY ARNOULD

La commune qui a le plus voté pour le parti de Marine Le Pen se situe en Charente-Sud. Il s'agit de Sauvignac (98 habitants) : 60,52 % des 38 votes exprimés. Le maire Dominique Bodet l'explique : « C'est un ras-le-bol par rapport aux cas sociaux. Ici, il y a beaucoup de jeunes, ils travaillent tous, mais ils en ont marre de devoir ramer avec le Smic alors que ceux qui se lèvent à 11 heures sont plus heureux à la fin du mois. »

Parmi les 24 communes où le FN sort en tête, Segonzac (2 128 habitants) est la plus peuplée. Le maire, Véronique Marendat, ne se remet pas en question. Pour elle, ce score sanctionne une « politique nationale. Tout le monde pense que les gens de Grande-Champagne sont riches, alors que la population souffre. Au collège, par exemple, les demandes de bourse ont explosé. »

Christophe Gillet, le patron charentais du parti, confirme ces analyses : « Les gens des campagnes se sentent abandonnées alors que l'on met des milliards dans les villes et banlieues. Les services publics ferment tous aussi. Et nous sommes les seuls à nous y intéresser. » Pour les dix cantons où son parti a été éliminé, il ne donne aucune consigne de vote.

A Angoulême, la droite se met à rêver du grand chelem

TROIS CANTONS Frédéric Sardin reste l'espoir le plus solide pour la gauche angoumoisine. Mais l'absence d'une réserve de voix lui complique la tâche

Sur Angoulême 3, l'affaire n'est pas loin d'être pliée. Seuls face au FN, François Nebout et Stéphanie Garcia devraient apporter sans trop de difficulté le canton dans l'escarcelle de la droite et du centre. Sur Angoulême 2, les voyants de Samuel Cazenave et Agnès Bel sont au vert. La dynamique est de leur côté, le duo garde une marge acceptable sur la gauche qui sera représentée dimanche par le PS sortant David Comet et Nadine Villeneuve.

Sur Angoulême 1, les choses sont moins établies. Oui, le PS, avec Frédéric Sardin et Annick Richard, vire bien en tête avec 44,53 % des suffrages. Mais l'écart avec le duo Olivier Rivière - Véronique de Maillard n'est pas irrémédiablement creusé : 466 voix d'avance (338 sur L'Isle-d'Espagnac, 128 à Angoulême). Pour passer, le PS devra mobiliser les abstentionnistes et espérer que les électeurs FN (1 058 voix au premier tour) ne misent pas sur la concurrence par réflexe antigouvernemental.

Espoir à droite

Hier, Frédéric Sardin affichait une certaine sérénité. « Le résultat est bon. Nous sommes en tête partout, sauf dans deux bureaux angoumoisins. La droite n'a pas de réserves de voix non plus. Et je veux croire que, parmi les électeurs du FN, certains se positionneront en faveur des élus de terrain et de proximité que nous sommes. Le bilan de la gauche au Département est bon : il faut que les électeurs sachent que la politique menée au Département ne peut être associée à une politique gouvernementale ou même municipale. »

Le duo Sardin-Villeneuve n'aura pas la partie facile. À droite, on a pris conscience que le résultat d'Angoulême 2 va peser dans la balance départementale dimanche. L'espoir de voir le canton basculer est réel. Sur le terrain, la droite et le centre angoumoisins sont donc en ordre de marche derrière le duo Rivière - de Maillard. « Nous proposons une alternative à la politique défendue par M. Sardin au Conseil général depuis onze ans, soutient Véronique de Maillard. Voir le FN aussi haut à L'Isle-d'Espagnac, une commune à gauche depuis longtemps, cela montre bien que les gens ont voulu sanctionner cette politique de gauche dont ils ne veulent plus. » Dans ces conditions, pas impossible que l'issue du duel se joue à moins d'une centaine de voix.

Frédéric Sardin va devoir mobiliser à gauche. PHOTO ANNE LACAUD

B. R.

A Cognac 1, Lelièvre est devenu le chasseur

EN CHIFFRES Le duo Pechevis-Lelièvre a remporté son premier défi, sortir de la meute. Il est en position de force pour faire tomber le PS Robert Richard, dont le socle s'effrite

Départementales
Mars 2015

PHILIPPE MÉNARD
p.menard@sudouest.fr

A deux reprises, en 1992 et 1998, le PS Robert Richard a pris d'assaut le fauteuil de conseiller général de Cognac-nord, avant de le ravir à Jérôme Mouhot en 2004. Cette année-là, il n'avait qu'une voix de retard sur le maire de Cognac au premier tour, avec un total de 2 382 votes, soit 35,8 %, la participation étant forte (61,3 %). En 2011, celle-ci est tombée à 39,3 % et, avec 1 531 voix, Robert Richard était largement en tête, avec un score de 33,7 % et des réserves chez le vert Jean-François Hérouard (9,8 %) et la front de gauche Sylvie Mamet (5,9 %).

Cette année, associé à la radicale de gauche, Nathalie Lacroix, Robert Richard est dans la position du chassé. Alors que la participation est repartie à la hausse sur ce canton (47,47 %), leur score a fondu à 1 396 voix (24,38 %). Le réservoir, à gauche, se résume aux 349 voix (6,10 %) du duo Front de gauche Magique-Poncy. Maigre consolation, Olivier Magique, encarté au Parti communiste français, appelle à « battre la droite », quand les membres du Parti de gauche, sur Cognac 2, se refusent à donner une consigne de vote.

Pour la 2e fois, l'UMP Jean-Hubert Lelièvre (au fond devant l'homme au chapeau) sort vainqueur d'un duel serré pour la 2e place, cette fois face à la FN Isabelle Lassalle (au premier plan). PH. A. LACALID

Des cartouches à droite

« Les mathématiques ne sont pas en notre faveur. Mais les mathématiques, c'est une chose, la politique, c'en est une autre », commente Robert Richard, qui parie sur « les séquelles des divisions à droite ». En 2011, l'UMP Jean-Hubert Lelièvre avait laissé des plumes dans son affrontement fratricide avec Michel Jayat, soutenu par l'opposition de Cognac. Sa deuxième place ne tenait qu'à 62 voix, pour un score de 17,1 %, avec 776 votes.

La qualification de son duo avec Florence Pechevis était tout aussi accrochée, dimanche : 1 309 voix (22,86 %), soit seulement 53 voix d'avance sur la FN Isabelle Lassalle. Laquelle, avec 1 256 voix, multiplie par deux le score de Christophe Gillet en 2011 (637 voix pour 14 %). Lelièvre-Pechevis devaient sortir de la meute, ils sont désormais en position de force pour faire chuter le duo Richard-Lacroix. Cette fois, ils ont deux précieuses cartouches : l'appel en leur faveur des deux autres duos divers droite. Lilian Jousson et Christiane Perriot se satisfont de leurs 13,13 % (752 voix). « C'était une belle aventure, très constructive. Il n'y a aucun regret », commente Lilian Jousson. « On est parti de rien. Je n'ai pas été gentil avec tout le monde, j'ai dit ce que j'avais envie de dire. On a toujours été challenger, on est à peu près à notre place », glisse pour sa part Dominique Souchaud, auteur d'un score bien parallèle, 11,11 % (636 voix) avec Isabelle Berthelot. On notera que le premier pointe à 24,8 % dans sa commune de Louzac-Saint-André, et le deuxième à 23,7 % dans la sienne, Saint-Sulpice-de-Cognac. Le couple Depoutot, qui se présentait pour le Mouvement national républicain, ramasse les miettes, avec 0,49 %, et 15 voix (1,7 %) dans sa commune de Cherves-Richemont où Michèle Depoutot est conseillère municipale.

« Une des problématiques, c'est la difficulté de faire envie », relevait Robert Richard, dimanche soir. Mais en animal politique qu'il est devenu, il ne s'avoue pas vaincu.

Le FN F. Neraudeau « comptait gagner »

COGNAC 2 Le canton sud est marqué par la progression fulgurante de l'extrême droite

En 2008, le divers droite Jean Gombert n'avait pas fait de détail en conservant son siège de conseiller général de Cognac-sud dès le premier tour avec 51,9 % (3 815 voix, pour une participation de 59 %). Le radical de gauche, Patrick Bompoint totalisait 1 477 voix (20,1 %), le divers gauche Jean-Claude Fayemendie 1 129 (15,4 %), le communiste Didier Pillet 578 (7,9 %), la FN Jeanine Dupuis arrivant loin derrière avec 353 voix (4,8 %).

Dimanche, le duo Francis Neraudeau-Leïla Zelmati a explosé ce score, avec 1 378 voix (27,4 %). « C'est d'une logique totale. Je comptais gagner, vu le mécontentement des gens », réagit Francis Neraudeau, au FN depuis 30 ans. Le parti dépasse 35 % dans trois communes, Merpins (qui le place en tête), Saint-Laurent-de-Cognac et Ars. Il est autour de 29 % à Gimeux, Crouin et l'un des bureaux de Saint-Martin. Et passe autour de 24 % sur le reste de Cognac, Châteaubernard et Javrezac.

« On est relativement abasourdis par le score du FN », avoue la divers droite Émilie Richaud. Pour son binôme Pierre-Yves Briand (qui réalise 46,7 % dans sa commune de Châteaubernard), il faut en tirer les leçons. Avec 2 052 voix (40,80 %), le duo a de la marge. Christel Gombaud et Olivier Touboul (23,32 %), de l'Union de la gauche, ont appelé « sans ambiguïté » à faire obstacle au FN. Le Front de gauche (8,47 %) ne donne pas de consigne mais voit ce résultat comme une nécessaire remise en cause.

« Nous, les élus démocratiques, on doit tirer les leçons de ce résultat », a réagi le duo Gombaud-Touboul, éliminé. PHOTO A.L.

LE PIÉTON

A noté qu'Olivier Touboul, candidat malheureux aux élections, ne siégera pas dans l'hémicycle du Conseil départemental à Angoulême. Qu'il se rassure : il siège déjà au Conseil municipal de Cognac, au sein de la majorité, ce qui n'est pas si mal ! D'ailleurs, jeudi, lors de la réunion des élus, Mr. Touboul aura le bonheur de présenter deux des huit délibérations à l'ordre du jour. En politique, on se console comme on peut...

Malaise chez un sous-traitant de Verallia

CHÂTEAUBERNARD Un mouvement de grève a été lancé hier chez Kuehne + Nagel autour de négociations sur le statut et les congés

PHILIPPE MÉNARD
p.menard@sudouest.fr

La grève a été reconduite à l'unanimité, hier soir, chez Kuehne + Nagel. Ce groupe suisse-allemand a repris il y a un an la sous-traitance de la logistique et des expéditions pour l'usine verrière Verallia, à Châteaubernard. Cette activité était auparavant assurée par la société Onet. En 2011, on se souvient qu'un long conflit avait été mené par les salariés pour obtenir une revalorisation salariale et des améliorations de leurs conditions de travail.

Le climat social était tendu, avec Kuehne + Nagel, « c'est pire », souffle le délégué syndical CGT Olivier Magique. Il évoque des pressions constantes sur les salariés et la « volonté de diviser pour mieux régner ». Le mouvement, lancé hier matin par la CGT et FO, a été largement suivi. Sur 28 salariés, les syndicats ne dénombrent que deux non-grévistes. « On a été rejoints par sept intérimaires dans l'après-midi. On se bat aussi pour obtenir trois titularisations. »

Les salariés n'ont pas reçu la réponse escomptée hier. PHOTO PH.M.

Changement de convention

À l'origine du conflit, il y aurait une erreur de Kuehne + Nagel. La société a payé des congés anticipés qui avaient déjà été soldés par Onet, à raison d'environ sept jours par personne. Aujourd'hui, le groupe demande aux salariés de prendre ces congés avant fin mai, sans les payer. Avec des salaires déjà guère élevés, ça ne passe pas, estiment les grévistes.

Ils y voient aussi une manœuvre de la direction pour les désorganiser au moment où le groupe impose une large renégociation. « Kuehne + Nagel est leader mondial du fret. Ils mettent le pied dans l'industrie. Ils nous imposent une négociation salariale, et veulent nous faire passer de la convention collective "propreté" à "transports et logistique" », indique Olivier Magique.

Cette convention serait en soi moins favorable. Il y a des avantages propre au groupe, mais les salariés craignent de ne pas en bénéficier, car l'antenne de Châteaubernard a été créée comme une filiale à part. Hier, les grévistes ont obtenu gain de cause sur un point, la présence de leurs délégués syndicaux centraux lors des négociations qui auront lieu jeudi. Mais ils ne voulaient pas reprendre le travail avant d'avoir eu l'assurance que leurs heures de grève seraient payées. Faute de garantie, ils ont donc décidé de poursuivre leur mouvement.

SAINT-LAURENT-DE-COGNAC

Une desserte pour la RD 83

Le Conseil municipal était réuni jeudi 19 mars pour statuer sur les comptes de 2014. Ainsi, pour le compte assainissement, au niveau des investissements, les dépenses ont été de 179 568 euros pour des recettes à 200 018,61 €. Concernant le fonctionnement, les dépenses sont de 253 167 euros pour des recettes à 153 162,88 €. Pour le compte administratif de la commune, en investissements, les dépenses ont été de 664 347 euros pour un montant de recette de 565 598 euros. En fonctionnement, les dépenses s'élèvent à 684 860 euros pour un montant de recettes de 906 480 euros.

Le maire, Alain Chollet. PH C.-C. G.

Un groupe de travail

Autre sujet à l'ordre du jour, la mise en place d'un groupe de travail pour étudier la circulation des poids-lourds sur la RD 83. L'aménagement de cette desserte vers l'usine Revico devra tenir compte de l'implantation de la nouvelle distillerie tout en ciblant les possibilités d'actions qui devront tenir compte également des critères pour la zone UX, réservée aux activités économiques. Daniel Richard, Johann Héraud, Dominique Gravelle et Bernard Douteau se sont portés volontaires pour faire partie de groupe de travail. Il a ensuite été évoqué la mise en place d'un groupe de travail Agenda 21. Le budget prévisionnel sera mis à l'ordre du jour du Conseil municipal du 9 avril.

Colette Guné

CHÂTEAUBERNARD

Inscriptions jusqu'à samedi

Les passionnés de photos doivent se dépêcher. Les inscriptions au 5e rendez-vous des photographes vont se clore, samedi. Le thème retenu cette année est « histoires de mains ». Renseignements sur le site : www.ville-chateaubernard.fr ou au 05 45 32 76 76. PHOTO SANDRA BALIAN

Une semaine de plus à Châteaubernard

La représentation s'est terminée en présence de la mascotte du cirque. PHOTO S. B.

Le cirque Sabrina Fratellini, installé sur le parking du centre commercial Auchan, prolonge son séjour à Châteaubernard et offre trois représentations supplémentaires : demain à 17 heures, samedi à 15 heures et dimanche à 15 heures. L'occasion de passer une après-midi en famille à petits prix (5 euros par enfant, 10 euros par adulte). Le spectacle déroule la panoplie costumière et comprend un numéro de dressage de chevaux à la voix, une équilibriste sur ballon, des clowns très joueurs avec le public, du cercle et de la corde aériens, de la magie, du jonglage et une parade animalière (ânes, poneys, dromadaires, chevaux, alpagas, lamas). À noter que la ménagerie se visite gratuitement tous les jours.